
M.E.S., Numéro 132, Vol. 2, janvier – février 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 20 février 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, janvier - février 2024

POUR UNE ARMÉE NATIONALE, RÉPUBLICAINE ET INTÉGRÉE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

par

Elie NTUMBA MULAMBA

Guelord KUKETUKA MBAKATA, Jean-Paul SOROBA BANGA

(Tous) Assistants, Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa

Résumé

Depuis 1960, année de son accession à la souveraineté nationale et internationale, la République Démocratique du Congo, deuxième plus vaste pays d'Afrique disposant d'incommensurables ressources naturelles, demeure, jusqu'à ce jour, le théâtre des événements les plus tragiques et connaissant, sans répit, des sécessions, des rébellions, des assassinats, des guerres d'agression, des pillages sauvages des ressources naturelles, des viols massifs des femmes, des massacres. Pour nous, l'une des façons pour mettre fin à cette spirale de violences, reste sans conteste, la formation d'une armée forte, républicaine et dissuasive.

Mots-clés : armée, Nation, République, Intégration

Abstract

Since 1960, the year of its accession to national and international sovereignty, the Democratic Republic of Congo, the second largest country in Africa with immeasurable natural resources, remains, to this day, the scene of the most tragic and experiencing, without respite, secessions, rebellions, assassinations, wars of aggression, savage pillaging of natural resources, massive rapes of women, massacres. For us, one of the ways to put an end to this spiral of violence undoubtedly remains the formation of a strong, republican and dissuasive army.

Keywords : army, nation, republic, integration

INTRODUCTION

Pour toutes les nations à travers le monde, l'armée joue, partout un rôle de dissuasion qui est un mode de prévention des conflits dans les rapports entre les Etats. La dissuasion, parce que c'est d'elle qu'il s'agit, consiste à s'armer amplement pour décourager tout autre Etat qui pourrait avoir contre son territoire, des intentions expansionnistes. En cela, c'est l'armement qui permet aux nations de détenir une certaine puissance qui empêche à un adversaire ou à un ennemi potentiel d'accomplir une action hostile par crainte des conséquences.

Voilà pourquoi, chaque pays au monde a besoin d'une armée forte pour défendre son territoire contre plusieurs menaces éventuelles qui peuvent être intérieures (rébellion, sécession, terrorisme, banditisme, etc.) ou extérieures (attaque d'un pays qui a des visées expansionnistes).

Nous partons d'un constat selon lequel lorsque la sécurisation des institutions publiques et de la sauvegarde de l'intégrité territoriale se posent dans l'existence des Etats, aucun instrument ne peut remplacer valablement, ni rivaliser avec l'armée qui demeure, par ailleurs, le reflet de la vision et de la volonté des gouvernants considérée sous l'angle de la défense et de la sécurité de l'espace national. En d'autres termes, les Etats ne valent que ce que valent leurs armées en tant qu'expression légale et légitime de la « violence congelée ». Dans cette optique, la mise en place et l'organisation d'une structure nationale de défense et de sécurisation de l'Etat, dans ses frontières nationales, doit occuper une place centrale dans le mental des dirigeants pour autant que la puissance d'un Etat se définit en termes d'intelligence sociale, économique et stratégique de sa puissance de frappe ainsi que de ses performances de défense et de sécurisation sur le terrain pratique.

Incontestablement, aujourd'hui, la RDC reste l'un des pays africains le plus instable suite notamment aux conflits armés récurrents depuis 1996, et pourquoi pas, depuis bien avant, en faisant de ce pays, la risée de tous ses voisins. Cela ne justifie-t-il pas, à lui seul, la volonté impérative d'une réforme des FARDC afin d'en faire une armée véritablement nationale, républicaine, moderne, bien formée, bien équipée, bien motivée et donc dissuasive, c'est-à-dire, une armée capable de remplir de façon efficace et efficiente sa mission ?

Nonobstant ces prudentes affirmations, l'ampleur des besoins et les sommes d'argent qui doivent être affectées au secteur militaire et sécuritaire n'arrêtent-ils de crever le plafond de verre en énervant si intensément le trop plein de monde dans la baignoire du pouvoir en RDC ?

Pour la meilleure saisie de ce sujet, notre réflexion va graviter autour de cinq points essentiels hormis l'introduction et la conclusion. Le premier porte sur le cadre méthodologique. Le deuxième planche sur la formation militaire. Le troisième concerne la gouvernance politique et militaire défoncée. Le quatrième a trait à la construction de l'Etat et de son armée. Le cinquième et dernier point aborde la question de diversité et d'intégration d'une armée dite nationale.

I. PRECISION TERMINOLOGIQUE ET APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le concept *armée* a déjà été défini par plusieurs auteurs. Notre démarche ici, ne consiste pas à nous attarder sur toutes ces définitions données par les différents auteurs. Néanmoins, nous devons comprendre qu'une armée est un ensemble de forces armées régulières, composé des enfants du pays, commis légalement à la défense et à la sécurisation de l'espace national face aux menaces extérieures, visibles et invisibles, ainsi qu'à leurs probables retombées négatives sur la vie de l'Etat et des citoyens. Une armée sous-entend un corps programmé, discipliné, soumis régulièrement à une autorité civile, politique, centrale, légale, légitime et représentative de l'Etat de manière incontestée.

Cette définition soulève la question complexe de la nature de l'Etat, celle de sa productivité politique, financière, économique, scientifique et technologique. Elle fait aussi appel à la délimitation de son espace géographique et géopolitique, à la qualité de ses frontières nationales, physiques et mentales, à la projection de ses frontières extérieures, à la qualité de son commandement, au rôle central et à la place qui revient à l'armée dans l'architecture de la défense et de la sécurité nationale ainsi que dans la réalisation de certaines tâches dans la société ou ailleurs....

De l'époque mycénienne à ce jour, la question de l'armée a toujours meublé utilement le temps des stratèges et des stratégestes. A titre illustratif, ce que Platon nommait *Classe des Guerriers*, dans son Discours intitulé *République*, sous-entendait des combattants, des militaires et les soldats considérés sous l'angle de la qualité de leur Commandement. Pour sa part, N. Machiavel rappelait au « Prince » de Medicis qu'« avec l'argent et les bonnes armes », on peut tenir et contrôler le pouvoir politique, dans un pays, pour un temps indéterminé. C'est en quoi le Général Janssens, dernier Commandant de la Force Publique, armée coloniale belge, répliquait en disant que « l'on peut tout faire avec les baïonnettes, sauf s'asseoir dessus ». Et d'ajouter avec un brin de sagesse militaire que « toutefois, lorsque la politique est mauvaise, les baïonnettes ne servent à rien ».

Outre cette précision terminologique, nous avons fait appel à l'aspect méthodologique, dans la mesure où la méthode d'analyse stratégique à travers ses postulats de base que représentant les acteurs, les stratégies, et les actions à entreprendre ou le pouvoir, nous a aidé dans l'appréhension et dans l'analyse des réalités de l'armée congolaise, telles que vécues depuis l'époque du feu Président Mobutu en passant par Laurent Désiré Kabila et Joseph Kabila.

A cette méthode, la technique documentaire, couplée par l'observation directe ont été pour nous assez révélatrices par rapport aux facteurs déterminants dans la formation d'une armée nationale congolaise, républicaine et intégrée.

II. FORMATION MILITAIRE

Tout au début de son règne, le Président Mobutu s'était résolu d'envoyer beaucoup de jeunes congolais dans les grandes Académies et Ecoles Militaires en vue de leur formation aux Etats-Unis, en Belgique, en France, en Italie, en Angleterre, en Israël ... pour être instruits dans les divers domaines concernés par l'armée. De retour au pays, ces jeunes officiers congolais eurent du mal à vaincre le dépaysement environnemental théorique et doctrinal, physique et professionnel, intellectuel et social. Obligés de reproduire dans leur existence quotidienne les méthodes, le mode de vie, de pensée, d'intégration et de fonctionnement de l'armée dans une discipline consciente et rigide telle qu'apprise dans les institutions de formation militaire occidentale, ces jeunes officiers remuèrent la latente contradiction entre « l'évolué » des temps coloniaux et l'homme ordinaire, d'un côté et, de l'autre, entre le militaire et le civil. Le risque évident de contamination intellectuelle accélérée de l'armée par le militaire intellectuel se mua lentement en un antagonisme déstabilisateur pour le pouvoir du Président Mobutu étant donné que les préceptes de gestion coloniale des Congolais stipulaient que le Congo-belge n'avait que faire de l'intelligentsia et des gens formés. En effet, l'approche belge de la colonisation

disposait ouvertement que armée et intelligentsia devaient dialectiquement se concevoir comme deux catégories sociales incompatibles et inconciliables. En cas de nécessité, les deux catégories seraient vouées à un télescopage utile à la sauvegarde des vaches coloniales, jamais à une collaboration constructive visant l'existence des autochtones.

Ce rejet conscient et organisé du civil par le soldat persiste encore dans l'imaginaire du militaire congolais des FARDC. Il s'explique, en partie, par le fait que la stratigraphie de la Force Publique et celle des armées congolaises postcoloniales est une reproduction assez fidèle de la sociométrie du Congo belge. Elle atteste encore que le gros de la troupe se compose essentiellement des enfants difficiles ou ratés, des têtes brûlées, presque en rupture avec leurs milieux sociaux comme ce fut le cas à l'époque coloniale. Il s'agit de ces jeunes, sans emploi, pour la plupart, ayant évolué parfois full time dans les contre-sociétés et qui, faute de mieux, s'embarquent souvent de façon fortuite sous le drapeau « en attendant le bon moment ». C'est à ce niveau que le sujet se conjugue à toutes les modes, selon qu'il s'agit des officiers ou des hommes de rangs. Chacun le sait, chacun l'évite aussi, avec ruse, pour ne pas se prendre une volée de bois vert dans un secteur aussi sensible.

Exfiltrés de leur milieu social naturel, incorporés, de gré ou de force, dans l'armée et soumis à un conditionnement programmé destiné à dompter les aspérités de leur virulence physique et psychologique et à les canaliser vers l'intérêt de la colonie par l'anéantissement, sans appel, de toute contestation sociopolitique, économique ou culturelle de la part « des évolués » et des populations autochtones, ces jeunes se présentaient comme des références sûres à la paix et à la tranquillité dans la colonie. J.D. Mobutu en constitua, lui-même, le produit fini et le prototype du soldat formé de la Force Publique, modèle qu'il prit soin de reproduire avec fidélité au niveau des armées congolaises post coloniales sous son commandement. Mais à la proclamation de l'indépendance, le système de formation des militaires de l'Armée Nationale Congolaise (ANC) devait, ipso facto, sortir des égouts de la colonie pour une nouvelle trajectoire, différente de celle de la Force Publique en prenant en compte les mutations sociopolitiques internes, scientifiques et technologiques.

Cette dynamique gagna heureusement du terrain. A titre d'exemple, il n'est plus surprenant, à ce jour, de croiser, de côtoyer, notamment, à l'Université de Kinshasa, les apprenants ou les doctorants revêtus du grade de capitaine, major, colonel, général de police ou d'armée et les voir défendre avec maîtrise leurs travaux de fin de cycle de master ou de doctorat dans diverses disciplines de recherche, soumis aux mêmes exigences scientifiques et académiques que leurs collègues civils. L'élan de formation permanente et de recyclage du militaire, tout en laissant à chacun le secteur relevant de compétence, rappelle à tous, civils et militaires, que la défense et la sécurité de l'Etat est une question nationale ; que l'armée, républicaine et intégrée dans sa projection, devra être un corps composé d'éléments éclectiques, et jamais une compilation hasardeuse d'éléments hétéroclites, ramassés au coin de la rue ou happés dans le village le plus proche, brassés ou mixés à la va-vite pour se voir gratifier gratuitement de l'appellation « armée nationale ».

2.1. Contre-performances de l'armée mobutienne

Le Président Mobutu avait réussi, avec la complicité des commanditaires occidentaux et celle de quelques congolais de service, à construire, en un tour de main, un régime politique de privilèges, de sauf-conduit et de protection placé sous la botte d'une horde d'intouchables d'occasion, allergique à tout sens de raison. Ce fut l'image d'Epinal dans son horrifiante version ! Devant l'intellectualisation progressive de l'armée, cette dynamique engendra, en la personne du Chef de l'Etat, un complexe d'infériorité. Elle finit par attiser en lui l'hystérie et la hantise paranoïaques du coup d'Etat permanent, réel ou imaginaire, imputé souvent aux jeunes officiers. Les moins chanceux parmi eux trouvèrent la mort à l'issue des procès expéditifs¹ tandis que d'autres disparurent physiquement, sans laisser une moindre trace. Même après s'être fait remarqués par leur bravoure lors des engagements contre les rebelles et dans les interminables agressions dont la RDC n'arrête d'expérimenter cycliquement les méfaits et d'en consommer au quotidien les retombées, les héros de ces guerres « irrégulières »² n'eurent pas la moindre chance d'être épargnés du courroux du premier Maréchal de la RDC !

¹ ILUNGA SHAMANGA, *La chute de MOBUTU et l'Effondrement de son régime*, Pretoria, Canonne STAP, 1998. Lire à la page 184 de cet ouvrage écrit de la main d'un Général, la liste des officiers, tous originaires du Kasai et du Katanga et des civils, tous originaires du Bandundu, jugés, condamnés à mort et exécutés à l'issue du procès dit des terroristes, en 1978.

² CHALIAND G., *Les Guerres Irrégulières*, Paris, Gallimard, 2008.

Devant la persistance de la méfiance que l'armée ne cessait de lui inspirer, le Président Mobutu résolut de créer la Brigade Spéciale Présidentielle (BSP) transformée ensuite en Division Spéciale Présidentielle (DSP), au regard des assignations et des tâches complexes et multiples à réaliser. La principale mission dévolue à la DSP se résumait en la protection physique du Président, celle de sa famille ainsi qu'en la sécurisation du régime. Son commandement fut confié à un consanguin tribal. Le gros de ses effectifs fut composé presque de ses proches claniques, tribaux ou provinciaux. Ce phénomène de clanisation du commandement et de la troupe utile est caractéristique de la sociométrie militaire de toute l'Afrique.

En ce qui concerne la République Démocratique du Congo, selon J.C. Willame, « Durant l'époque de la colonisation, le pouvoir avait fait de l'ethnicité le fondement de sa « gouvernance » ; le congolais ne pouvait exister que comme Muluba, Mukongo, Mungala, Tetela, etc. Des tribus, des ethnies, des clans avaient été créés de toute pièce que l'on faisait rentrer de force dans les canevas d'un apartheid qui ne disait pas son nom »³.

En prenant la société congolaise pour un site symbolique primordial, nous renvoie à la notion d'espace socioculturel au sein duquel l'accent est mis sur les croyances, le comportement et la pratique des acteurs pour une meilleure assise sociale et, à l'ensemble des populations, comme acteurs. Nous notons que ces derniers ont leur propre cosmo-vision, faite fondamentalement d'une double perception :

- perception que les Congolais ont d'eux-mêmes et celle qu'ils ont des autres ;
- perception que les autres ont d'eux-mêmes et celle qu'ils ont des Congolais, pour s'approprier la défense et la sécurisation de leurs sites étatiques respectifs.

C'est donc cette perception de soi par rapport aux autres et en interaction dialectique avec la perception des autres par rapport à soi qui détermine le symbolisme dans les relations avec les Etats tiers, en matière de défense, de sécurité et de sécurisation.

En parlant de la construction d'une armée nationale commise à la défense et à la sécurité de la République Démocratique du Congo, nous projetons l'idée d'une armée dont l'Etat/Nation seul est propriétaire et gestionnaire. Nous entrevoyons, en cela, un corps solide qui soit le reflet microcosmique de la société globale congolaise concernée par la défense et la sécurité comme nous tenterons de le montrer plus loin.

2.2. Sublimation des supplétifs et des auxiliaires.

Sous le Maréchal Mobutu, la Division Spéciale Présidentielle (DSP) avait tout d'une « milice » bien équipée et organisée, bien entretenue, faisant de facto office « d'armée nationale ». Elle se faisait seconder par la Garde Civile (GACI), créée par Ordonnance Loi N° 84-036, du 28 août 1968, et le moment venu, placée sous la botte de fer d'un autre officier général clanique. Sa mission principale consistait à « tenir les civils en garde » face à leur propension naturelle et inévitable à la revendication corporatiste et à la contestation. La DSP représentait, de droit, la composante opérationnelle « utile » et adulée de l'armée. Elle jouissait de la confiance du Président de la République et bénéficiait des effets matériels que charrient logiquement les prérogatives régaliennes de tout Chef d'Etat dans ses dérives totalitaires. A ces deux structures centrales de coordination, l'on pouvait ajouter deux autres, opérationnelles, mais plus inquiétantes, spécialisées dans les actions en coup de poing, relevant exclusivement des services du Renseignement Militaire. Il s'agissait des Forces d'Intervention Spéciales (FIS) et des Forces d'Action Spéciales (FAS).

Ignorée, humiliée et évoluant dans un état feutré de désarmement, d'affairisme et de corruption florissante, dépouillée de sa fierté de structure nationale de défense et de tout orgueil légitime d'être les défenseurs légaux et attirés de toute la Nation, au profit des forces extérieures, régulières ou mercenaires, la majorité de la troupe congolaise aux effectifs gonflés à dessein et imprécis avait deux recettes à s'offrir pour survivre ou pour exister :

- s'adonner aux différentes déviations sociales en transformant le fusil, souvent hors usage, et l'uniforme, souvent délavé, en moyen d'existence sociale et de production économique sous forme d'action de pillage, d'extorsion, de harcèlement, de vol, de viol et consommer ainsi le divorce avec la population ;

³ WILLAME J.C., *L'Automne d'un Despotisme*, Paris, Karthala, 1992, pp. 211-212.

- se découvrir une nouvelle vocation, celle d'une armée de « garde du corps » et de « veilleurs au grain », qui transforme la troupe combattante en gardes du corps des épouses et des maîtresses, des enfants et des proches de la bourgeoisie compradore nationale, civile et militaire, les escortant au marché, à l'école, aux réjouissances familiales, aux orgies et à d'autres manifestations mondaines pour finir par veiller la nuit comme le jour à leur sécurité physique, à celle de leurs résidences costaudes et somptueuses plantées dans les quartiers huppés de la capitale et dans ceux de certaines villes des provinces.

Dans les provinces minières, la troupe avait et a encore, à ce jour, la tâche d'encadrement et de sécurisation des « affaires », notamment, les puits et les carrés miniers d'exploitation des minerais précieux et autres dont certains officiers et politiques individuellement ou conjointement sont propriétaires à travers l'immense territoire national au grand dam de la direction nationale du pays.

Dans les conditions d'une troupe totalement dévoyée, affectée aux tâches autres qu'à celles qui fondent sa raison d'être, il devient potable, qu'en cas de brusque fâcherie populaire consécutive au mécontentement social et aux convulsions politiques internes de portée nationale ou induites de l'extérieur, la culture de la gâchette facile, de la trahison, celle du décrochage ou de la reculade connaisse une carrière prospère au sein des armées congolaises postcoloniales. Ce moment donne, à coup sûr, du relief aux apports militaires étrangers en supplétifs comme calmants occasionnels en érigeant leur statut en thérapeutique utile et nécessaire de sauvetage des institutions politiques nationales et de leurs animateurs à chaque séquence de dépression sociopolitique susceptible de conduire à une remise en question fondamentale du système politique dans sa globalité.

Dans ce contexte brumeux et, face à la réalité d'un sentiment national insuffisamment formaté, voire inexistant dans le subconscient des politiques et des militaires congolais eux-mêmes, donner les leçons de patriotisme et de nouvelle citoyenneté aux ventres vides, civils ou militaires, devient à la longue un exercice improductif et inutile. Et pourtant, par sa mission naturelle de défense et de sécurisation du pays et de garantie de sa politique extérieure par les moyens non diplomatiques, aucune institution nationale ne peut prétendre valoir, rivaliser ou égaler l'armée et toute son architecture de défense.

2.3. Infrastructure économique prédocratique et superstructure militaire désaxée

L'étude de la formation sociale congolaise atteste que le mode de production qui alimente sa superstructure militaire est loin d'approcher celui du capitalisme dans l'entendement de K. Marx. Nous savons tous que Mobutu lui-même l'a qualifié du capitalisme et/ou du libéralisme sauvage. Ce capitalisme atypique a donné naissance à un système de gestion économique de prédation⁴ tourné vers l'extérieur et au service de l'extérieur, inhumain et déshumanisant pour les populations congolaises. Ce système n'avoisine pas le système colonial belge jadis décrié, mais dont certains aspects distributifs comportaient une dimension sociale positive reconnue par tous. Cependant, dans la situation postcoloniale de « nouvelle colonisation », le politique et le militaire congolais s'expriment et œuvrent dans une intimité où la dialectique coloniale et postcoloniale « coopèrent » avec aisance et se complètent allègrement surtout dans leurs aspects oppressifs et répressifs.

Dans cette configuration des forces sociales, le vécu du congolais s'est vite empressé de rappeler à tous, civils et militaires, que la superstructure militaire congolaise du moment n'a pas la capacité de refuser de fonctionner en interaction dialectique avec l'infrastructure coloniale d'hier, prédocratique aujourd'hui, secrétée par le mode de production en vigueur en RDC et que A. Ilunga Kabongo avait qualifié de « mode de production marécageux »⁵, propre à un Etat dans le marécage. Evoluant dans ce mode de production, fruit de l'imagination du génie de Gbadolite⁶, l'état physique et intellectuel, moral et psychologique de l'armée nécessite, hic et nunc, de grands travaux de génie civil et/ou militaire sont destinés à assécher rapidement le marécage pour voir pousser en lieu et place une nouvelle armée nationale, républicaine et intégrée au service de la Nation et des institutions et, aussi, de l'Afrique et du monde.

⁴ KANKWENDA MBAYA, J., *L'Economie politique de la prédation au Congo-Kinshasa, des origines à nos jours 1885-2003*, ICREDES, Kinshasa-Montréal-Washington, 2005.

⁵ ILUNGA KABONGO : « Le Zaïre des années 1990 ou l'Etat dans le marécage », *Texte ronéotypé*, Bruxelles, 1997.

⁶ Lire à ce sujet ANGULU E., *Adieu Mobutu, Génie de Gbadolite*, Genève, DS SA, 1991.

A l'absolu, il n'est pas question de faire le choix entre le rouge du soleil qui se lève et le rouge du même soleil qui se couche. Simplement parce que, la centralité de la République Démocratique du Congo en Afrique, l'immensité de son espace national, sa diversité ethnographique, la qualité et l'incommensurabilité de la richesse de son sol et de son sous-sol en jachère, bref, tous ces agrégats et indicateurs matériels de puissance pris dans leur ensemble et mis en valeur, présument de la qualité de la RDC comme pivot géopolitique et booste sa valence d'acteur géostratégique sur l'échiquier régional et sous régional en Afrique. A elle seule, cette dominante fait de la République Démocratique du Congo le lieu nodal où se chiffrent et se déchiffrent toutes les convoitises du monde dans leur état naturel et lui assigne le devoir patriotique de production et de détention à jour des engins de destruction massive dans le respect du Principe de Lyautey.

III. UNE GOUVERNANCE POLITIQUE ET MILITAIRE DEFONCÉE

Un fait qui passe pour un axiome proclame que l'armée, c'est avant tout le soldat, le militaire, l'officier commandant, bref, c'est "l'Homme", l'objet et le sujet de la défense et de la sécurité. C'est l'homme qui défend l'homme, c'est l'homme qui sécurise l'homme dans une discipline militaire bien comprise. Cet homme, c'est le soldat, c'est le militaire et, enfin, c'est le civil, ce citoyen producteur qui porte toute la charge de la survie politique et militaire du pays et de toute la Nation et, aussi, celle de l'armée de manière particulière. Mais pour que ce militaire ou ce soldat remplisse ses devoirs et obligations constitutionnels à la satisfaction de l'Etat, cet homme, ce soldat ou ce militaire doit exister, vivre et travailler dans des conditions matérielles, intellectuelles, morales, spirituelles et psychologiques optimales, celles qui lui permettent justement de défendre et de sécuriser le pays sans apport des supplétifs. La courte expérience amorcée par L.D. Kabila à son arrivée au pouvoir n'a pas pu être concluante. Les raisons, nombreuses et diverses, subjectives et objectives, peuvent se décliner en plusieurs séquences.

A proprement parler, l'Alliance des Forces de Libération du Congo (AFDL), structure politico-militaire hétéroclite qui a porté L.D. Kabila au pouvoir, n'avait pas de troupes combattantes au sens classique du mot, c'est-à-dire, une armée organisée, structurée, aguerrie, disciplinée, relevant d'un seul commandement régulier. Ce serait d'ailleurs lui demander trop. Le seul et unique choix laissé à sa direction politique et militaire était de recourir aux auxiliaires et aux supplétifs pour l'encadrement des enfants soldats, les « Kadogo »⁷, commis hâtivement au maniement des armes au chapitre FETA, pour narguer et précipiter l'effondrement du régime de Mobutu Sese Seko et aussi pour offrir aux populations congolaises une vision idyllique et curative de la guerre dans un réglemmentarisme de façade, vide de contenu et d'engagement idéologique à l'épreuve de la réalité.

Qualifiée de « conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers » dont les objectifs se prélassaient aux antipodes de l'intérêt général de la RDC, l'AFDL charriait des contradictions d'un antagonisme décapant. Celles-ci eurent vite raison de ses propres enfants au plan national et menèrent rapidement à la rupture prévisible avec les alliés et souteneurs d'hier, tous occasionnels inspireurs, africains ou occidentaux. Fidèle à la mise en garde de N. M. Achiavel, les populations congolaises n'avaient point de dividende à tirer, ni de la victoire, ni de la défaite des auxiliaires et des mercenaires au service de Mobutu Sese Seko ou de L.D. Kabila. Un mercenaire, appelez-le auxiliaire ou supplétif, finit toujours par convoiter politiquement la peau de son mentor et ne rate point militairement l'occasion d'hypothéquer le devenir national de son utilisateur.

La rupture intervenue entre L.D. Kabila et les alliés qui lui servaient de bouclier stratégique avait fondamentalement désarticulé tout le système de défense et de sécurité de la République. Le Chef EMG, J. Kabarebe de nationalité rwandaise, promu par L.D. Kabila lui-même, s'adonna en un temps bref à l'anéantissement parfait, méticuleux et programmé de l'armée congolaise en pleine recomposition ou dans ce qu'il en restait encore comme vestige. Déçu et fort surpris, L.D. Kabila se vit dans l'obligation de récuser ce que l'on appelait jadis « assistance technique militaire du Rwanda » le 27 juillet 1998. Ce dernier prit mal la chose et, en réaction, il décida de lui rendre la monnaie de sa pièce en lui flanquant une guerre d'agression le 02 août 1998, escomptant ainsi faire imploser la RDC par la multiplication des foyers des rebellions. Une fois de plus, L.D. Kabila se vit dans l'obligation de recourir aux auxiliaires et aux supplétifs fournis par l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe en priorité, conformément aux prescrits de la Charte de la SADC, tournant ainsi le dos à ceux qui lui avaient servi

⁷ CHEUZEVILLE H., *KADOGO, Enfants des Guerres d'Afrique Centrale*, Paris, L'Harmattan, 2003.

de marche pied vers le pouvoir de l'Etat, décidés à lui faire payer tôt sa désinvolture en complicité avec les collabos congolais, civils ou militaires.

Le recours aux supplétifs étrangers et leur utilisation se révélèrent encore plus controversés dans la mesure où elle déboucha sur l'assassinat de L.D. Kabila au grand jour, à son lieu de travail, sans protection quelconque de la part des uns et des autres, congolais et supplétifs. Paradoxalement, cette mort occasionna l'abandon pur et le rejet simple des options de base, révolutionnaires, politiques et militaires, ayant caractérisé l'engagement politique de L.D. Kabila de l'indépendance à sa prise de pouvoir par les armes à Kinshasa le 17 mai 1997.

Du point de vue des forces armées en RDC cependant, c'est au niveau de la Garde Républicaine (GR) qui passe pour réplique à la Division Spéciale Présidentielle que la similitude entre le système Mobutu de défense et de sécurité et le système Kabila senior en mutation rapide vers le système Kabila junior atteint la plénitude et consacre la béatitude dans les faits. A scruter de près la réalité antinomique de l'existence de la GR et sa redoutable composante « Bana Mourra » dans la dramaturgie militaire congolaise, l'on ne voit guère poindre un fait véritablement fondateur qui rompe clairement avec un passé sans avenir, et ouvre un futur attrayant pour les forces armées congolaises en cette période de bisbille. Dans l'ensemble, la gouvernance militaire et sécuritaire de la RDC rappelle la tribalistique gestionnelle militaire, cheval de combat auquel Mobutu eut à recourir abondamment pour louvoyer et dévoyer l'armée de la République et finir par la transformer en bien à usage personnel, totalement acquis à ses tocades.

IV. CONSTRUIRE L'ETAT ET BATIR SON ARMEE

Michel Godet, prospectiviste connu, affirme que « Toute réflexion qui n'a pas été appropriée par ceux qui sont concernés aura du mal à se cristalliser en actions de changements »⁸. Actuellement, la problématique de défense et de sécurité en RDC se conçoit en termes de création des forces armées extirpées des scories monocratiques, libératrices ou liberticides comme tares acquises pour en faire une armée nationale, républicaine et intégrée, bras séculier de la démocratie sociale et politique. En clair, l'armée devra être revue, formée et transformée en instrument de protection des populations, propriétaires de l'espace géographique congolais, contre toute forme d'agression et de menaces extérieures. Elle devra être capable de garantir la « souveraineté et l'indépendance » et surtout le libre exercice des libertés individuelles et publiques dans le respect des lois de la République. A cet effet, s'exprimant le 16 mai 2005 dans la Salle des Congrès du Palais du Peuple à l'occasion de la remise du texte du Projet de la nouvelle Constitution adoptée par les deux Chambres du Parlement et soumise ensuite au referendum, J. Kabila déclarait : «... sans une armée soudée et moderne, véritable rempart de la nation, capable d'opposer une dissuasion crédible aux forces hostiles, de défendre l'intégrité du territoire national et de protéger le peuple congolais, la paix ne restera qu'un vain mot pour notre pays ».

Ces propos montrent que la volonté de s'assumer comme entité souveraine et indépendante est là. Mais, en dépit des discours, des tirades et des prises de position verbeuses, hier comme aujourd'hui, la RDC reste une construction néo-patrimoniale à souveraineté limitée et illusoire qu'il faut absolument manager. Grâce à notre adolescence et notre délinquance politiques et séniles avérées, la difficulté d'arrêter la saignée des comptes de l'armée a précipité tout le système de défense et de sécurisation de la RDC dans les travers des puissances étrangères et dans les incertitudes pathologiques. Pour le Général Major J.P. Ondekane, ancien Ministre de la Défense dans « le système un plus quatre », c'est mensuellement que les moyens affectés à la défense sont détournés⁹. Différents hauts responsables de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC) ne sont pas d'avis contraire¹⁰ ! Pour reprendre le propos imagé et juste du Général Eluki monga Aundo, « l'on ne fait pas la guerre avec des aspirines face aux mercenaires sud-africains et éthiopiens bien équipés et bien nourris »¹¹.

⁸ GODET, M., *Manuel de prospective stratégique*, Paris, Dunot, 2001.

⁹ *Le Potentiel* N°3391 du 04 avril 2005, pp. 10 et 17.

¹⁰ *Le Potentiel* N°3382 du jeudi 24 mars 2005, p. 2

¹¹ Il s'agit du propos tenu à l'occasion de l'offensive des éléments de L.D. KABILA alors qu'il commandait le front Kindu des FAZ dans le Maniema.

A ce niveau, c'est la problématique de l'Etat en RDC et de sa gouvernance que nous posons de manière générale et celle de sa gouvernance sécuritaire et militaire, de manière particulière¹². Celles-ci supposent un engagement ferme de l'exécutif national et un coût financier évident. C'est donc un axiome, pourvu qu'il se situe loin de toute tentation de désouverainisation du pays et de l'Etat au moment où les acteurs politiques élus, nommés ou improvisés, s'adonnent allégrement à un jeu de go fait de loisirs, loin de tout sens de l'Etat et à des années-lumière des préoccupations des damnés de Frantz Fanon au nom desquels ils célèbrent au quotidien le culte.

Dans un monde où la violence et son usage à l'intérieur des Etats et entre les Etats tendent à s'amplifier et à se perpétuer, l'on ne peut pas empêcher les instances militaires de défense ou celles de sécurité de se muer en centre d'intérêt des questions de gouvernance militaire et sécuritaire de l'Etat comme l'indique l'expérience de la « transition, suite » en RDC. Cette évidence est d'autant plus péremptoire pour la RDC, un Etat évoluant vers la configuration de « non-Etat », d'Etat-fiction ou d'Etat raté, malgré son semblant affiché d'Etat-Puissance, planté sur un territoire dont la plénitude du pouvoir et de l'autorité de l'Etat est fractionnelle, aléatoire et inconstante. Les carences de gestion interne et les élans expansionnistes de quelques-uns des turbulents voisins de la RDC, hier alliés et confidents, aujourd'hui pressés de s'assumer comme pivots géopolitiques dans la sous-région, tout cela met régulièrement le pays mal à l'aise, militairement surtout. A lui seul, ce fait crédite la RDC d'une valence militaire particulière et ordonne la nécessité d'avoir une armée nationale, républicaine et surtout intégrée.

Notre propos ne cherche pas à faire de la RDC un pays va-t'en guerre. Il prend plutôt la mesure du rôle clinique et de la place de la RDC dans une perspective géopolitique et géostratégique de son devenir comme potentiel de puissance politique, économique, culturelle et militaire dans la sous-région de l'Afrique Centrale en termes de ses propres défis et impératifs de défense et de sécurité. Sur ce point, le défi majeur auquel la RDC a toujours été confronté depuis l'indépendance demeure celui d'assurer la paix dans un Etat de contrat social : paix pour les congolais à tout prix et avant toute chose; paix ensuite pour les voisins immédiats; paix enfin pour les autres, pour cette humanité du dominant et du dominé, dans la mesure du possible. A tous ces niveaux de validation du produit *paix*, la RDC doit se tenir prête, répondre présente, tête haute. Telle est sa vocation naturelle d'acteur géopolitique, conséquence de sa centralité géographique, de son espace vital immense, de la diversité des richesses de son sol et de son sous-sol qui créditent la RDC d'une valence spécifique, proclament son importance géostratégique pour un devenir meilleur que celui qui est le sien à ce jour.

V. DIVERSITE ET INTEGRATION

Une armée nationale, républicaine et intégrée ne peut provenir que d'éléments patriotes formés. Pour raison d'efficacité et d'efficacités, l'armée devra être gérée comme une entreprise de portée nationale qui repose sur sa capacité dissuasive et non sur l'homogénéité familiale, clanique, tribale ou provinciale en prenant en compte la *diversité nationale*, les interactions des *différences* et des *différenciations nationales* afin d'être une reproduction microcosmique. Par sa structuration ethnographique, la RDC est une mosaïque des peuples, un *Etat multinational* comparable à la Russie, aux USA, à la Chine, à l'Inde ou à l'Afrique du Sud pour ne citer que ces quelques Etats. De ce point de vue, l'armée nationale devra légitimement en être la reproduction naturelle pour prétendre être nationale et républicaine. Ce que l'ethnocentrisme occidentologique nomme *tribu* en Afrique, c'est juste ce qu'il décrit comme *nation* sous d'autres cieux, les cieux européens de préférence. Deux concepts ont retenu notre intérêt. Il s'agit des concepts : *diversité* et *intégration*.

5.1. Diversité signifie toutes les manières visibles qui nous rendent différents les uns des autres. C'est, notamment, l'âge, le sexe, la présentation physique, morphologique ou le faciès ainsi que toutes les différences sous-jacentes invisibles comme l'éducation, l'instruction, l'expérience de la vie, les différentes aptitudes développées ou à développer, les différentes croyances religieuses, les origines sociales, la façon de penser, de réfléchir, de percevoir et de voir et qui méritent d'être reconnues, c'est-à-dire, respectées, valorisées et exploitées comme source de créativité dans un imaginaire ouvert sur un avenir national meilleur.

¹² KAZUMBA K. TSHITEYA et MUKOKA NSENDA, F., « Gouvernance et Etat devant la menace de balkanisation en RDC », in KANKWENDA MBAYA, J., et MUKOKA NSENDA, F., *La République Démocratique du Congo, face au complot de balkanisation et d'implosion*. Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2013.

5.2. Intégration est un cadre de travail productif dans lequel la diversité est valorisée. Dans le cas en discussion, il s'agit de l'armée comme structure de défense et de sécurisation de l'Etat, un cadre de travail où chaque élément enrôlé s'exprime, développe librement ses compétences et manifeste ses talents en synergie avec les valeurs et les objectifs définis par l'autorité civile à travers la structure administrative ayant en charge la Défense Nationale. Lorsque nous parlons de construire, de reconstruire ou de créer une armée, nouvelle par essence, nous ne conseillons pas la mise à mort des officiers ni de divers éléments issus des Forces Armées Zaïroises (FAZ), des survivances des anciennes gendarmeries katangaise ou sud-kasaïenne en sécession s'il en existe encore, celle des forces rebelles de l'AFDL, du MLC, de divers RCD et de l'UPC dans leurs dérives ou des Maï Maï toujours en régénération. Nous ne pensons pas non plus expédier à la casse les véhicules militaires qui leur ont servi d'instrument de conquête du pouvoir politique ni de transformer en feu de camp les armes dont ils se sont servis pour capturer le pouvoir et maintenir en respect les populations civiles « libérées », encore moins de réduire les munitions y afférentes en pétards.

Nous avons plutôt une vision macro modulaire d'une armée dans laquelle chaque élément sous le drapeau passerait pour un acteur actif, soutenu, respecté, participant globalement dans le commandement ou dans la troupe sous l'autorité politique civile. Que peuvent valoir les équipements militaires haut de gamme, les armes de pointe et leurs munitions, sans la troupe et son commandement, bref, sans l'Homme, civil ou militaire, soldat ou officier ! Cette question est capitale. Elle porte sur la gestion quotidienne de la diversité dans une structure militaire intégrée et programmée, conçue comme un processus de changement et d'adaptabilité continus et complexes, destinés à accroître la capacité de structuration de l'armée en ayant toujours présent à l'esprit la permanence de la diversité.

Diversité comme énoncé se débite en termes simples. Toutefois, son opérationnalisation s'affiche complexe. La gestion de la diversité au sein d'une armée est une entreprise redoutable qui fait appel à une intelligence sociale supérieure, avec invitation permanente et cordiale aux sous-hommes de s'abstenir. Nous allons tenter de la cerner en quelques cinq points qui sont également des vecteurs à partir desquels l'on apprécie objectivement et fonctionnellement le processus d'intégration d'une armée. Ainsi, dans le but de parvenir à un niveau requis de productivité militaire rationnelle, la diversité ordonne que les exigences ci-dessous concernées soient connues, reconnues et prises impérativement en compte dans le difficile processus de gestion quotidienne. Celui-ci consiste à :

- s'attaquer aux facteurs de « différence » qui ont un impact positif, surtout négatif sur les performances de l'armée dans le but de les connaître afin de les maîtriser ensuite ;
- exploiter au maximum le potentiel naturel et la contribution de tout élément enrôlé et séjournant sous le drapeau ;
- réduire au maximum ou supprimer carrément les obstacles objectifs et subjectifs à l'intégration et à la participation entière de tout soldat et de tout militaire à la vie de l'armée ;
- libérer la créativité puisée objectivement dans le brassage des troupes nonobstant la diversité de pensée (doctrine) et celle d'origine sociale pour l'affecter exclusivement à l'intérêt de la République ;
- réaliser une plage utile d'osmose, de communication permanente et soutenue entre le commandement et la troupe dans le respect et l'équité envers chacun, avec ouverture organique sur la population, en ayant à l'esprit la spécificité de l'armée comme corps social, comme institution de défense et de sécurisation de la République, soumise à une existence spécifique et particulière fortement formatée.

Une fois ces exigences qu'ordonne la diversité réalisées, la voie vers l'intégration s'ouvre automatiquement, favorisée par la reconnaissance d'un chacun dans sa diversité. L'élément permissif de ce balisage d'intégration est constitué des lois, des règlements, de la réglementation et des consignes militaires comme sous bassement administratif et juridique dont le respect d'application ne devrait souffrir d'aucune complaisance subjective d'ordre politique, clanique, tribal ou provincial.

CONCLUSION

Nous sommes fondamentalement rétifs à la domination, mais nous restons adeptes inconditionnels de la real politik. C'est à ce titre que nous nous refusons à tout fatalisme sorcier et au maraboutage, assortis du mauvais sort prétendument jeté sur les forces armées congolaises pour plomber ou anéantir leur opérationnalité. Nous ne pouvons pas non plus nous inscrire, de façon béate

et irréfléchie, à la section de l'agoraphobie et fermer les yeux sur les dérives gouvernementielles dans le secteur de la défense et de la sécurité en RDC en les prenant pour des peccadilles. Nous pensons, avec Emmanuel Kant, ce grand maître de la philosophie allemande, que « la nature a voulu que l'homme tire entièrement de lui-même ce qui va au-delà de l'agencement mécanique de son existence animale, et qu'il ne participe à aucune félicité ou à aucune autre perfection, que celles qu'il s'est procurées lui-même par la raison, en tant qu'affranchi de l'instinct »¹³.

Ces propos du grand maître sonnent comme une interpellation à tous les congolais, civils et militaires. Ils invitent à l'action immédiate et salvatrice de refondation d'une armée nationale, républicaine et intégrée en République Démocratique du Congo. Nous avouons que la tâche est immense et éprouvante. Est-elle à commencer ou à poursuivre ? Pourquoi, comment, dans quelle direction et pour quels résultats au regard des vicissitudes connues et vécues dans le passé !

« Si l'expérience n'indique pas toujours clairement ce que nous devons faire, du moins montre-t-elle nettement ce que nous ne devons pas faire ».¹⁴ Nous demeurons en harmonie avec l'ancien Président des Etats-Unis. Simplement parce que « Toutes les dispositions naturelles d'une créature sont destinées à se développer complètement un jour et en raison d'une fin »¹⁵ pour éviter que le hasard désolant ne détrône le fil conducteur de la raison au profit de la déraison d'Etat.

BIBLIOGRAPHIE

- CHALIAND Gérard : *Les Guerres Irrégulières*, Gallimard, Paris, 2008.
- CHEUZEVILLE Hervé : *KADOGO, Enfants des Guerres d'Afrique Centrale*, Paris, le Harmattan, 2003.
- *Dictionnaire de philosophie politique*, PUF, Paris, 2007
- ILUNGA KABONGO : « Le Zaïre des années 1990 ou l'Etat dans le marécage », *Texte ronéotypé*, Bruxelles, 1997.
- ILUNGA SHAMANGA (Général) : *La chute de MOBUTU et l'Effondrement de son régime*, Canonne STAP, Pretoria, 1998. Voir notamment la liste des officiers (6), tous originaires du Kasai et du Katanga et des civils (4) tous originaires du Bandundu, jugés, condamnés à mort et exécutés à l'issue du procès dit des terroristes en 1978
- KANKWENDA MBAYA J., *L'Economie politique de la Prédation au Congo Kinshasa, des origines à nos jours 1885-2003*, ICREDES, Kinshasa-Montréal-Washington, 2005.
- KAZUMBA K.TSHITEYA, Communication faite au Centre Supérieur Militaire de Ngaliema à l'occasion de la Conférence Régionale sur « La Formation Civique des Militaires en Afrique: Echanges d'Expérience », organisée par le Service d'Education Civique et Patriotique des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (SECP-FARDC), Kinshasa 18 - 19 Août 2014.
- KAZUMBA K.TSHITEYA et F.MUKOKA NSENDA, « Gouvernance et Etat devant la menace de balkanisation en RDC », in J.KANKWENDA MBAYA et F.MUKOKA NSENDA. *La République Démocratique du Congo. Face au complot de balkanisation et d'implosion*. Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2013.
- *Le Potentiel* N°3382 du jeudi 24 mars 2005
- *Le Potentiel* N°3391 du 04 avril 2005
- GODET Michel : *Manuel de prospective stratégique*, Paris, Dunot, 2001.
- Ordonnance du Roi Louis XIV du 13 Mai 1818 portant Règlement sur le Service, la Police et la Discipline des Troupes d'Infanterie in *Journal Militaire No 5*, Mai 1818, partie officielle.
- WILLAME J.C. : *L'Automne d'un Despotisme*, Paris, Karthala, 1992.

¹³ KANT, E. (1784) : « Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique », <https://perso-club-internet.fr/folliot.philippe/idee.htm>, p.8.

¹⁴ NIXON, R., « Leonid le Grand », in *L'Express* du 15 octobre 1982, p.15.

¹⁵ KANT, E., *op.cit.*, p.7.